

RENCONTRE EUROPEENNE

L'EUROPE DANS LA GOUVERNANCE MONDIALE : QUEL AVENIR ?

31 mars 2011
Assemblée Nationale

Organisée par Europartenaires
et la Friedrich Ebert Stiftung Paris

en partenariat avec EurActiv.fr

Introduction

- **Peter Gey**, directeur du bureau parisien de la Fondation Friedrich-Ebert

Table ronde 1. La crise de l'euro : comment en sortir au- jourd'hui, comment s'en protéger demain ?

Modérateur : **Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice
d'Europartenaires, vice-présidente de l'Assemblée Nationale, députée
de Seine-Saint-Denis, ancienne ministre

- **Carsten Schneider**, député au Bundestag, porte-parole du groupe
parlementaire du SPD pour les questions budgétaires
- **Michel Sapin**, député-maire d'Argenton-sur-Creuse, ancien ministre
- **Wolfgang Münchau**, économiste, président d'Eurointelligence /
Bruxelles
- **Jean-Louis Beffa**, président d'honneur de la Compagnie de Saint-
Gobain

Table ronde 2. L'Europe dans la gouvernance mondiale : comment construire la puissance ?

Modérateur : **Jean-Noël Jeanneney**, président d'Europartenaires, professeur des universités à Sciences Po Paris, ancien ministre

Intervenants :

- **Christian Masset**, directeur général de la mondialisation, du développement et des partenariats, au Ministère des Affaires étrangères et européennes
- **Gernot Erler**, député au Bundestag, vice-président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag
- **Laurence Tubiana**, directrice-fondatrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales
- **Pervenche Berès**, députée européenne, présidente de la commission « emploi et affaires sociales »

Conclusion : Elisabeth Guigou

Annexe 1 : Biographie des intervenants

Annexe 2 : Organisateurs de la rencontre

INTRODUCTION

Peter Gey

Dans un premier temps, nous allons parler de la crise financière et économique en Europe, que l'on qualifie également de crise de l'euro. **Nous devrions nous réjouir d'avoir cette monnaie unique car l'histoire de l'euro est d'abord celle d'un succès.** Depuis son introduction en effet, l'inflation est restée inférieure à celle qui prévalait du temps des monnaies nationales. Le taux de change de l'euro a bien évolué malgré une petite faiblesse initiale à l'égard du dollar. L'euro s'est rétabli, il cote aujourd'hui à 1,40 dollar c'est-à-dire au taux le plus fort que le deutsche mark ait eu. Enfin, nous devons à l'euro de faire l'économie de frais de change mais également de nous protéger des fluctuations des devises. Pour toutes ces raisons, la famille de la zone euro devrait bien se porter. Or, depuis le mois de mai 2010 et les mesures de sauvetage en faveur de la Grèce, nous savons que ce n'est plus le cas.

Dans les pays périphériques, les difficultés à affronter sont d'une très grande diversité. Dans des pays peu industrialisés comme la Grèce et le Portugal, qui ont des industries vieillissantes et des taux d'investissement très bas depuis quelques années, les difficultés laissent penser que les crédits profitaient essentiellement à la consommation alors que les finances publiques demeuraient très détériorées. L'Espagne et l'Irlande rencontrent également de grandes difficultés avec leur système bancaire et leurs caisses d'épargne. La première souffre par ailleurs d'un taux de chômage très élevé mais qui l'était déjà avant la crise. La Belgique quant à elle, rassemble deux groupes de population qui, mis à part un roi et beaucoup de dettes, n'ont plus grand-chose en commun.

La dette publique

Il existe un point commun entre tous ces pays : la dette publique y est insupportable. En France, elle représente 81 % du PIB ; en Allemagne, l'endettement n'est que de quelques points inférieur.

Au nom de la fondation Jean Jaurès et de la fondation Friedrich Ebert, un sondage a été mené simultanément en Allemagne et en France au

mois de décembre. A la question de savoir si les citoyens étaient inquiets face à l'endettement public, 85 % des Français et 80 % des Allemands ont répondu par l'affirmative. La question de savoir s'ils pouvaient imaginer que dans les mois à venir, leur propre pays traverserait une crise comparable à celle de l'Irlande ou de la Grèce, a reçu une réponse plus inquiétante encore : 63 % des Français et quasiment la moitié des Allemands ont répondu par l'affirmative.

Des solutions au problème de la dette

Comment réduire cet endettement ? **La première mesure vise à faire des économies.** Les plans de sauvetage de la Grèce et de l'Irlande ont été fortement conditionnés par ces efforts d'épargne. Mais ces mesures n'ont fait qu'aggraver la situation : en Grèce l'effondrement de la croissance, la diminution des recettes fiscales et l'augmentation du chômage ont entraîné de lourdes conséquences pour les retraites. Si l'on considère le mécanisme envisagé pour l'avenir, les pays qui ne feront pas assez d'économies devraient être sanctionnés. Qui veillera au remboursement des dettes ? Les pays créanciers, la France et l'Allemagne, exigeront ce remboursement. Cependant, est-il souhaitable pour l'Europe que pendant des années, voire des décennies, ces deux pays représentent les gardiens ou les surveillants de l'épargne ?

Seule la croissance permet de rembourser les dettes. La Grèce peut-elle connaître une croissance qui lui permette de réduire suffisamment la sienne ? La semaine dernière, la réunion d'un Conseil européen a décidé d'un pacte « euro plus » pour la croissance ; il serait intéressant que nous en discutions pour voir si les mesures préconisées peuvent contribuer à relancer la croissance de ces pays périphériques. Pour autant, l'élaboration de plans de sauvetage ne peut pas être un exercice permanent car un jour les marchés financiers peuvent, à leur tour, douter de la capacité de la France et de l'Allemagne à assumer ces mesures.

Dès aujourd'hui, l'idée de tolérer un peu plus d'inflation pour permettre de diminuer un peu la dette publique traduit un risque inflationniste présent en Amérique et en Europe. Cependant, avec 3 ou 4 %

d'inflation, la situation est difficilement maîtrisable et peut rapidement déraiser. En effet, l'évolution du prix des matières premières et notamment celui du pétrole, conduira vraisemblablement à une augmentation générale des prix. Dans quelle mesure un renchérissement des engagements des Etats permettra-t-il dès lors à la BCE de relever ses taux ?

L'importance du rééchelonnement de la dette

En effet, pourquoi à ce stade, et dans le cas de la Grèce et de l'Irlande, n'avons-nous pas envisagé ce rééchelonnement ? En 1979, c'est ce qui a été fait pour l'Argentine, un pays beaucoup plus peuplé que le Portugal ou la Grèce. Depuis lors et après une forte récession, l'Argentine a finalement redressé la situation. De plus, sans un rééchelonnement et une participation des créanciers privés, d'une part le poids de la dette sera entièrement assumé par les contribuables et d'autre part, il faudra réaliser des coupes sévères dans les systèmes de sécurité sociale ou d'éducation qui sont pourtant la clé de notre avenir.

Rester vigilant vis-à-vis de la situation des Etats-Unis

Enfin, même si cela peut paraître marginal dans le débat, nous devons prendre en compte la situation des Etats-Unis qui semble pire puisque le déficit budgétaire y est de 10 % quand l'endettement atteint quasiment 100 % du PIB. Que se passerait-il si un jour les marchés financiers n'étaient plus disposés à considérer les Etats-Unis comme parfaitement solvables et que les taux explosent ? Tout ceci montre que plus personne n'est isolé dans le monde, comme le prouve d'ailleurs la catastrophe au Japon. La reconstruction du Japon nous frappera en effet par le biais de l'augmentation du prix des matières premières et la hausse des taux. Nos réformes et nos tentatives de sortie de crise doivent donc rapidement aboutir.

Dans un deuxième temps, nous discuterons de l'Europe et de la gouvernance mondiale dans le cadre de la mondialisation. Les deux temps de notre colloque sont ainsi liés puisque si les pays émergents et en particulier la Chine ont moins de dettes que les pays industriels, cela induit un changement du rapport de force et entraîne forcément

des conséquences sur la position de l'Europe dans le monde. Comment dès lors l'Europe fera-t-elle face à l'offensive chinoise ? Alors que la Chine a un accès illimité au marché européen, les Chinois savent très bien protéger leur marché et encadrer les investisseurs étrangers. Une solidarité européenne pourra-t-elle se mobiliser pour obliger la Chine à ouvrir ses marchés ?

Dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité, l'Europe n'a jamais su parler d'une seule voix, que ce soit au sujet de la reconnaissance des pays composant l'ex-Yougoslavie au début des années 1990, de la guerre en Irak, et encore aujourd'hui de la Libye. Pourtant, dans n'importe quel domaine, **l'Europe n'affirmera sa position que si les pays membres arrivent à dégager une position commune**, notamment dans le cadre du G20.

TABLE RONDE 1

La crise de l'euro : comment en sortir aujourd'hui, comment s'en protéger demain ?

Elisabeth Guigou

Le nécessaire renforcement du couple franco-allemand

L'Europe a peut-être de plus en plus de mal à parler d'une seule voix, encore qu'il ne faille jamais minorer les acquis. Il est donc nécessaire d'envisager la manière de renforcer encore ce dialogue franco-allemand qui nous est cher, puisque nous avons bien conscience que la France et l'Allemagne sont les deux nations au cœur de ce que nous avons réussi à réaliser jusqu'à présent. Leur entente est donc cruciale même si elle ne saurait être exclusive pour l'avenir de l'Union européenne.

Cette première table ronde sera consacrée à l'analyse de la crise de l'euro, tout en orientant plus spécifiquement les réflexions sur les moyens d'en sortir et surtout sur ceux d'éviter que cela ne se reproduise.

Les enjeux du débat

Les enjeux sont considérables dans ces débats. La crise relève à l'évidence de la convergence insuffisante entre les pays membres de la zone euro et, pour certains, d'un non-respect des règles qui avaient pourtant été édictées en commun. Nous avons bien conscience que depuis le début, l'union économique et monétaire est bancal puisqu'il existe une union monétaire fédérale et une union économique intergouvernementale. Dans le déroulement de cette crise interne, quel a été l'impact de la crise extérieure ? Comment perçoit-on la résilience de la zone euro dans cette crise ? Enfin, cette crise a-t-elle été surmontée définitivement et sinon, pour combien de temps ?

Dans quelle mesure pouvons-nous espérer la pérennité de ces nouveaux mécanismes comme l'aide apportée aux pays en difficulté et les discussions qui les accompagnent ?

Sur le plan économique, il est crucial de savoir ce que l'Europe a compris de la situation des pays extérieurs à la zone euro, et si nous allons retrouver les chemins d'une croissance suffisamment soutenue et surtout suffisamment durable. Quelles appréciations avons-nous, pour ce faire, sur la compétitivité et sur les mesures permettant de retrouver cette croissance ?

Il existe en France et en Allemagne des débats internes sur ces questions mais il existe également un débat franco allemand qui souffre pour l'instant des nombreuses difficultés à concilier les deux points de vue. Ces interrogations ont des conséquences considérables pour les deux pays : elles engagent non seulement l'avenir de la zone euro mais sans doute aussi une bonne part de l'avenir de l'Union européenne.

Carsten Schneider

Le pacte euro plus : une première avancée

Malgré les déclarations de notre gouvernement sur le sauvetage de l'euro, il s'agissait plutôt de savoir si certains Etats sortiraient de l'euro au risque de compromettre l'union monétaire. Cette crise et la dégradation des finances publiques remettent en cause les progrès qui jusqu'à présent ont toujours permis d'approfondir l'Union européenne.

Nous nous situons donc à un tournant. Les économistes avaient pourtant alerté sur le risque de conserver des politiques économiques et budgétaires divergentes avec une seule et même monnaie. La crise financière a ainsi révélé un endettement très élevé.

En Allemagne, l'opinion publique n'a pas compris l'ampleur de ces enjeux et n'accepte pas les sommes qui doivent être dépensées, hier pour les Grecs et maintenant pour les Irlandais. L'effort de pédagogie du gouvernement n'a pas été suffisant pour éclairer les citoyens car ce sujet n'est guère populaire. Pour nous, sociaux-démocrates qui sommes dans l'opposition, ces événements nous conduisent à défendre des positions pour le futur de l'Union, qui ne sont pas forcément conformes à nos grandes orientations politiques. Notre parti doit défendre la cohésion européenne et je crois que le Conseil européen a pris de bonnes décisions la semaine dernière, même si ce n'est qu'un premier

pas. Nous ignorons encore comment faire pour que la politique économique, budgétaire et financière quitte le périmètre national afin d'être menée au niveau de l'Union. Finira-t-on par développer une fédération européenne ou bien allons-nous demeurer une simple constellation d'Etats-nations ?

Des mesures insuffisantes

Pour réagir aux interrogations de Peter Gey, je pense que ces petites mesures vont dans le bon sens mais ne suffisent pas. Le surendettement de la Grèce est tel qu'elle n'arrivera pas à rembourser même si l'on prolonge les délais ; il faudrait en effet qu'elle ait un solde budgétaire primaire dépassant celui de la Norvège. Dès lors, même avec le programme prévu jusqu'à 2013, cette option est impossible puisque l'endettement restera à hauteur de 150 % du PIB ; dans une telle situation, le secteur bancaire restera fragile. Personne, ni en Grèce ni ailleurs, n'achètera donc les titres de la dette publique et la situation ne changera pas, même après 2013. Il serait plus logique de reconnaître la nécessité d'une césure et organiser la participation des créanciers quel que soit le modèle envisagé.

Les investisseurs et les marchés financiers n'ont pas bien compris la structure politique de la zone euro et n'ont donc pas perçu que lorsqu'un pays est au bord du défaut de paiement, cela peut avoir des effets sur les autres. Pour autant, si on veut que ce mécanisme fonctionne en le dotant à hauteur de quelque 550 milliards d'euros, il faut impérativement redéfinir des règles, pour l'Irlande comme pour le Portugal. Nous attendons aujourd'hui les résultats du stress-test pour le secteur bancaire irlandais. Même si je ne connais pas encore ces résultats, je suis fondamentalement sceptique. Par ailleurs, l'an dernier, les résultats n'avaient pas annoncé les difficultés des banques irlandaises quand trois mois plus tard, il a fallu recapitaliser à hauteur de 35 milliards d'euros.

Les faiblesses du pacte de compétitivité

Tout ce qui a été convenu dans le pacte de compétitivité concernant l'impact réel sur les budgets nationaux reste trop vague. De plus, **ce pacte est avant tout un cadeau fait à Angela Merkel**, comparable

au processus de Lisbonne. Je siège au Parlement depuis douze ans et personne n'a jamais vraiment pris au sérieux ce processus dans lequel ni la Commission ni le Parlement n'ont le pouvoir d'imposer les réformes. Je crains qu'il en soit de même avec ce pacte sur la compétitivité qui a d'ailleurs été très vite approuvé et presque sans objection car tout le monde sait qu'il ne sera pas contraignant. Néanmoins, l'idée du contrôle budgétaire n'est pas mauvaise. Les premières propositions de la Commission étaient d'ailleurs bien meilleures. En Europe, l'Allemagne et les autres Etats savaient ainsi que les Grecs avaient joué sur leurs statistiques mais ils ont fermé les yeux. C'est pourquoi, pour permettre toutes les mesures de sanctions ou d'ingérence, il faut d'abord mettre en place un système de surveillance budgétaire des déficits annuels mais il ne faut surtout pas que ce contrôle soit laissé aux ministres des finances des Etats car les questions de fond resteraient sans solution.

Michel Sapin

Il n'y a pas de crise de l'euro

Généralement, quand on observe une crise monétaire, on regarde l'évolution de la valeur de la monnaie. Or on remarque qu'à part de légères oscillations, l'évolution de l'euro est à la hausse, à tel point qu'il arrive parfois, en France, que certains industriels s'en plaignent. On peut également juger de la crise d'une monnaie aux problèmes liés aux taux d'intérêt, mais le taux d'intérêt de l'euro est faible et diminue de manière constante. Lors de la montée en puissance et de la maturité de l'euro, nous n'avons pas cessé les uns et les autres d'observer la diminution de ces taux d'intérêt tant sur les moyens que sur l'emploi. Puisque rien n'a changé aujourd'hui, nous pouvons conclure que **l'euro est encore une monnaie forte et qu'elle n'est absolument pas remise en cause à l'heure actuelle.**

Une crise politique révélée par la crise financière

L'union économique et monétaire, comme nous l'avons connue en particulier au moment de la négociation du traité de Maastricht, était fondée sur un double pilier : monétaire et économique. Si le pilier moné-

taire a été décrit et mis en œuvre dans ses moindres détails, **le pilier économique n'a été abordé qu'en pointillés**. Il était laissé en devenir et nous avons arrêté la négociation à ce stade car il fallait impérativement passer à la mise en œuvre de l'euro. Ces avancées ont permis de mettre en place une monnaie qui constituait un pas décisif dans le contexte politique de l'époque. Tous les présidents et les chanceliers de couleurs politiques différentes avaient bien compris l'enjeu crucial, dans une Europe qui était alors en pleine destruction-reconstruction, d'une avancée politique ayant des conséquences concrètes de stabilisation sur la situation économique européenne.

Par la suite, plus personne n'a souhaité avancer sur le pilier économique, en France comme en Allemagne. Cette dernière avait toutefois accepté que le pilier économique soit inscrit dans le traité de Maastricht. Les Français, dans la mesure où ils bénéficiaient pleinement de l'euro, mais également puisque la situation évoluait bien et que la France ne pouvait pas se targuer de servir d'exemple au regard d'un certain nombre d'indicateurs, n'avaient pas trop envie de pousser la discussion plus loin sur le pilier économique alors qu'il aurait fallu se montrer persuasif. Il y a donc eu une sorte d'entente tacite. Certes, ce thème était abordé parfois dans les colloques mais finalement rien n'a été mis en œuvre. A l'aune d'une crise économique de cette ampleur, les faiblesses se dévoilent.

Quelles réponses face à la crise ?

Les pays de l'Union Européenne doivent apporter ensemble des propositions réalistes, concrètes et solides à la crise financière internationale, afin de remettre de la stabilité dans un monde qui en manque tant au niveau des monnaies que des modalités de financement. Parmi ces facteurs d'instabilité, le déséquilibre entre l'Asie créancier et l'Europe et les Etats-Unis débiteurs est alarmant, d'autant que nous devons faire face à une crise environnementale qui n'est pas simplement conjoncturelle mais profondément structurelle, avec la raréfaction des matières premières. Cette triple crise financière, monétaire et environnementale entraîne le déséquilibre des balances des paiements entre les continents et les nations. Si cette situation n'est pas ajustée, notre faiblesse réapparaîtra très rapidement quels que

soient les progrès et les innovations des différents outils de stabilisation que nous parviendrons à élaborer.

Du point de vue européen, il est impératif d'instaurer maintenant des fonds de stabilisation et d'avoir une capacité à les utiliser d'une manière suffisamment rapide. On peut d'ailleurs se féliciter de la rapidité avec laquelle les Etats ont réagi pour apporter des réponses aux difficultés du système bancaire. Au contraire, dans le cas des déséquilibres et des dettes publiques, l'inertie et la lenteur n'ont pas permis une telle réaction malgré l'importance et l'urgence de la situation. Chaque état cherche évidemment à connaître quelles seront les conséquences pour lui-même d'une défaillance qui rendrait nécessaire la mise en place de ces outils de stabilisation. Toutefois cela ne remédie pas à la faiblesse profonde du mécanisme européen, c'est-à-dire celle du pilier d'une convergence économique.

Les outils de la convergence

Doit-on concrètement envisager une Europe fédérale, dont je partage pour ma part la philosophie ? Il faut d'abord mettre en œuvre des coopérations puisque même si certaines convergences existent dans le traité de Maastricht, elles ne sont pas respectées. De plus, **de nouvelles convergences sont absolument nécessaires dans le domaine économique** et en premier lieu la convergence fiscale. Avoir des systèmes fiscaux, éventuellement des systèmes sociaux différents s'agissant des personnes, est envisageable mais, concernant la vie économique, il n'est pas possible de continuer avec de telles différences d'un pays à l'autre. Ces différences constituent des facteurs d'instabilité et rendent par conséquent nécessaire l'appel à la solidarité.

Les propositions pour permettre un appel commun à l'épargne et s'attaquer par exemple au problème des dettes, me paraissent aller dans une bonne direction. Elles s'appliquent également aux problématiques industrielles, et ne concernent pas seulement la concurrence entre les Etats européens, mais bien plus, la concurrence entre l'Europe et le reste du monde. Les grandes politiques industrielles qu'on a connues et qu'on connaît moins, peuvent être des outils de cette convergence.

Les partis socialistes français et allemand, le PS et le SPD, doivent absolument travailler ensemble à élaborer des déclarations communes dans ce domaine très précis pour que l'année prochaine, si d'un côté comme de l'autre les urnes nous en donnent l'opportunité, nous puissions construire ensemble cette nouvelle étape indispensable de l'Europe.

Les difficultés de trouver un équilibre

D'une part nous avons besoin de croissance, et d'autre part il faut réduire les déficits budgétaires. La réduction des déficits peut avoir de multiples conséquences tant sur les recettes que sur les dépenses et ne doit être à aucun moment en contradiction avec le retour à la croissance durable. Il ne peut donc pas y avoir dans ce domaine un mécanisme massif aveugle. Dans une période comme celle-ci, les pays ayant des réalités économiques différentes peuvent avoir également des pilotages différents. **Nous devons donc favoriser l'échange d'un pays à l'autre et développer la capacité d'information pour permettre à chacun de donner son opinion sur la situation d'un pays membre**, comme ce qui existe aujourd'hui dans ce qu'on appelle le semestre européen. Il ne s'agit évidemment pas de coercition mais d'un dialogue pour permettre la convergence. Même si les outils existent, l'équilibre reste très délicat. Par conséquent, nous craignons au sein du PS, sur un certain nombre de positions budgétaires ou sociales, que ce pacte de convergence n'aboutisse à ce que les décisions prises ne soient tellement brutales qu'elles deviennent elles-mêmes un frein au retour de la croissance.

Wolfgang Münchau

Une crise du secteur privé

La crise de la zone euro précédée par la crise financière internationale est avant tout une crise du secteur privé. **Cette crise révèle les déséquilibres dans l'économie mondiale** entre les pays excédentaires (Chine, Japon, Allemagne) et les pays déficitaires, notamment les Etats-Unis avec l'explosion des marchés hypothécaires. On a constaté

le même phénomène dans la zone euro entre le Nord, où la demande est trop faible, et le Sud, où elle est trop forte, entraînant la migration de toutes les ressources du Nord vers le Sud. Avec la multiplication des bulles de marchés dérégulés, les banques se sont surendettées au fil des années. Les Etats ont finalement assumé ces dettes, ce qui a entraîné cette crise budgétaire. La crise financière est à l'origine de la crise budgétaire en Irlande, au Portugal et en Espagne, à l'exception probablement de la Grèce. L'Espagne a eu, en revanche, des excédents budgétaires très importants au cours des dernières années.

Une erreur de diagnostic

Je crois que nous commettons deux erreurs fondamentales qui aggravent la crise. Paul Krugman disait : « quand on est un marteau, tous les problèmes ressemblent à un clou » ; de la même manière tout le débat économique a été ramené à sa dimension budgétaire.

La première erreur est donc de concevoir cette crise financière et bancaire, qui est par définition une crise de la dette privée, comme une crise budgétaire du secteur public. Les Etats ne sont pas les seuls acteurs de la sphère économique et tout n'est pas une question de discipline budgétaire. En effet, ce sont les marchés et le secteur bancaire, c'est-à-dire le secteur privé dans son ensemble, qui ont généré cette crise. Les Etats ont été confrontés par un effet tampon à la crise systémique et financière en 2008, à laquelle ils ont dû réagir pour éviter la propagation, en assumant des charges trop lourdes.

On se trompe ainsi de diagnostic en cherchant à résoudre une crise budgétaire au lieu de régler la crise financière. Dénoncer un problème budgétaire en guise de réponse politique a conduit à mettre en place des mécanismes de sanctions qui obligent les pays à réduire leur déficit public. Cette procédure ne résoudra pas la crise, comme le montre d'ailleurs la réaction des marchés financiers tout à fait négative cette semaine. En attendant les résultats du test irlandais, nous sommes par ailleurs loin d'un assainissement bancaire suffisant. Les tests de résistance du secteur bancaire qui auront lieu ne seront dès lors certainement pas très différents de ceux de l'année dernière. Pour donner un ordre de grandeur, l'an dernier, sur l'ensemble de l'Europe, nous avons estimé qu'il fallait recapitaliser à hauteur de 3 milliards d'euros. Les

analystes bancaires pensent que le besoin se situe entre 100 et 200 milliards alors que le plafond des pertes immobilières continue à augmenter.

La deuxième erreur réside dans les solutions apportées à cette crise. Le mécanisme qui sera mis en place à partir de 2013, et qui préconise des modifications sur le marché obligataire, n'aura d'effets que sur les dix ans à venir et ne contribue pas à résoudre la crise actuelle. Au mieux l'effet sera neutre, au pire, l'impact sera négatif. En effet, à partir de 2013 en Espagne, au Portugal ou en Grèce, le risque que l'on fait courir aux investisseurs sur la dette publique pèsera sur les émissions de ces pays, et les dissuadera d'y investir. La BCE sera donc obligée de racheter une grande partie des titres de ces dettes publiques. Ce mécanisme rend tous ces pays très dépendants de nos systèmes de sauvetage.

Les solutions à la crise

Concrètement, dans ces conditions comment arriverons-nous à sortir de la crise sans envisager un défaut de paiement ?

Les questions du rééchelonnement et de la restructuration bancaire doivent être abordées simultanément et immédiatement. Une décision trop rapide peut entraîner le début d'une réaction en chaîne qu'il faut surtout éviter. Si les dettes de la Grèce sont coupées en deux, la pression sera immense pour qu'on applique cette mesure en Irlande et au Portugal. Le rééchelonnement est certes nécessaire, mais il ne doit pas être le premier recours avant d'avoir mis en place dans ces pays le renforcement des structures bancaires afin de les préparer aux décotes qui les attendent. Or, l'effort est encore insuffisant pour résoudre la crise bancaire. Sur ce point, nous commettons les mêmes erreurs que les Japonais il y a 20 ans. En effet, après la crise japonaise au début des années 90, qui était également une crise bancaire, les Japonais ont attendu dix ans avant d'obliger les banques à passer ces pertes dans leur bilan.

Il existe des solutions à plus long terme. Certains préconisent ainsi la création d'institutions mais je suis pour ma part sceptique, notamment en ce qui concerne le pacte pour l'euro. Dans le passé, tous ces pactes de compétitivité n'ont pas permis d'avancer et je doute que

la compétitivité soit véritablement le facteur clé. Ainsi, nous n'avons pas observé, dans les exportations, de baisse des parts de marchés de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Ces pays sont confrontés à des difficultés structurelles et la notion de compétitivité n'y est pas déterminante. Les pays ayant des balances des paiements courants excédentaires souffrent par ailleurs d'une demande et d'une consommation intérieures insuffisantes. L'Allemagne est à ce titre confrontée à la même difficulté que l'Espagne. Les Allemands n'exportent donc pas trop, ils n'importent pas assez.

Nous devons sortir de cette logique du marteau et du clou : il faut résoudre la crise, mais la bonne, la crise actuelle et non les crises à venir. L'économie politique de la zone euro est en difficulté, et il est vrai que dans les dix prochaines années, si nous continuons à rester au sein de cette structure décisionnelle des Etats-nations, cette question sera la clé de la sortie de crise. A l'heure actuelle, l'Allemagne étant une des plus grandes économies du monde, les intérêts spécifiques allemands influencent les décisions. Le mécanisme qui sera mis en œuvre n'a pas été choisi pour ses vertus propres mais à cause des exigences de milieux influents en Allemagne qui ont dicté les règles. Nous ne résoudrons aucun problème en poursuivant dans cette voie. Les décisions de la semaine dernière ne sont donc pas un petit pas dans la bonne direction, mais un grand pas dans la mauvaise.

Jean-Louis Beffa

Une Europe à deux vitesses

Je voudrais d'abord revenir sur Maastricht et souligner son importance. Cette victoire de l'euro institue automatiquement une Europe à deux vitesses avec, dans la partie qui forme le cœur de la zone euro, un système qui n'est pas encore le système fédéral attendu, mais un système extrêmement coordonné qui tend vers ce système fédéral. Dans les années qui ont suivi, personne n'a véritablement voulu continuer dans cette voie. Ce refus s'est traduit au niveau politique par le non-respect des disciplines qui devaient compenser l'euro mais également par le fait que les investisseurs n'étaient pas inquiets. Ils se sont convaincus eux-mêmes qu'acheter un bon grec coûtait à peu près la même chose que d'acheter un bon allemand ce qui, en toute logique, aurait dû déjà poser des questions. Les marchés financiers sont, en effet, incapables de donner des avis qui intègrent le long terme.

La crise économique et financière a été un fantastique révélateur de cette situation. Nous pouvons dire que pour la zone euro, et beaucoup plus largement pour l'Europe, **l'année 2010 a été une année formidable**. Jamais nous n'avons été obligés de nous poser autant de questions d'ordre purement politique. Avec le recul, si les tendances qu'on a vues se poursuivent, l'année 2010 aura donc été un immense succès.

Les enseignements du cas irlandais

Le week-end où il a fallu décider de garder l'Irlande a constitué un moment décisif. Les conséquences d'un abandon auraient été techniquement extrêmement graves. Les banques ont cette grande caractéristique d'aimer être rémunérées pour les risques qu'elles sont supposées prendre et faire tout pour ne pas les assumer quand ces risques se concrétisent. Hors de l'euro, devant la situation irlandaise, nous aurions ainsi dévalué et fait payer les banques, qui auraient pris auparavant des profits considérables pour des risques hypothétiques. Avec l'euro, la dévaluation est complètement impossible. Dès lors, à court terme on ne peut pas abandonner ces pays, ce qui ne signifie pas qu'à long terme, la question ne se posera pas pour les pays qui ne seront pas au cœur de la zone euro. **Nous devons réfléchir à un méca-**

nisme qui permette de résoudre les problèmes dans la dignité et indépendamment du système de solidarité actuel.

Je suis d'ailleurs convaincu que la question du rééchelonnement se posera ; les banquiers en parlent d'ailleurs déjà aujourd'hui. Ils sont ainsi tout disposés à faire un effort pour la Grèce ou le Portugal mais ils restent paniqués par l'effet boule de neige. Nous sommes donc aujourd'hui dans une espèce de processus lent. La Banque Centrale n'a pas voulu prendre le risque de faire payer les créanciers des banques en question, alors que c'était quelque chose que beaucoup préconisaient sereinement. Dans le cas de l'Irlande par exemple, il est aberrant que les banques ne payent pas.

Le poids de la Chine

La zone euro aurait pu exploser. Un seul pays avait à prendre la décision, c'est-à-dire celui pour lequel les conséquences étaient les moins graves : l'Allemagne, qui a décidé qu'il valait mieux conserver la zone euro, sous conditions, pour le long terme. La raison principale tient en l'émergence dominante de la Chine à une vitesse insoupçonnée, du moins rarement observée. **Les Chinois sont ainsi en train de prendre le dessus sur les Américains** ; je pense d'ailleurs que l'Allemagne est le seul pays qui puisse faire face industriellement parce qu'elle exporte plus de marchandises qu'elle n'en achète. Les crises énergétiques qui se préparent entraîneront une différence croissante. Comparativement, en France, nous allons devoir importer beaucoup et la perte de compétitivité est grande. Cette perte de compétitivité n'est pas tant salariale mais réside dans notre structure industrielle. Celle-ci a en effet perdu de façon considérable face à l'Allemagne. Or, ces problèmes de fond n'ont jamais été abordés par aucun des partis.

Pour un leadership économique franco-allemand

Je vous invite au besoin à lire la conférence du docteur Cromme, président de Siemens, à l'ambassade d'Allemagne, où, éclairant la pensée du patronat allemand, il explique pourquoi les Allemands font le choix de rester unis avec les Français, au sein de la zone euro. Cette constante ne peut toutefois se faire qu'à la condition d'une gestion des finances publiques menées avec le type de sérieux que l'Allemagne a montré, et notamment face à la France. Nous allons donc vers une zone euro, dont le cœur sera un clair leadership franco-allemand qui ne s'étendra pas à la politique ou à l'aspect militaire, mais se limitera au domaine économique. Les autres pays suivront, sans doute pas tous, sans doute pas mieux, et certainement pas l'Angleterre – c'est d'ailleurs très souhaitable pour nous, dans la mesure où les intérêts britanniques sont profondément divergents. La Grande Bretagne profite en effet de l'instabilité des systèmes. La City garde sa vie propre et les vues sur l'Europe de la Grande Bretagne sont directement inspirées de l'absence de gouvernement économique et de convergence. C'est pourquoi elle refuse encore de faire un certain nombre de réformes dans le domaine de la régulation, en menaçant de s'établir à Hong-kong, ce qu'elle fera d'ailleurs en partie.

Nous avons franchi une étape importante. L'Europe est désormais à deux vitesses, incluant une zone de libre-échange avec des politiques économiques que l'on peut faire à 27. Avant la crise, cette Europe à 27 a été gérée de façon épouvantable. Elle se traduisait par une politique de concurrence nombriliste face aux défis des Chinois, une politique énergétique centrée uniquement sur des aspects d'environnement et de concurrence, quand il fallait voir le défi de l'insécurité et les risques d'importation. **Lisbonne a constitué une plaisanterie.** Au cours des dix dernières années, la Commission a accumulé les erreurs, elle n'a, par conséquent, pas eu le moindre rôle dans la solution de la crise. Malgré les tensions, même à contrecœur, les gouvernements allemand et français ont décidé ensemble sur tous les grands sujets et les autres ont suivi, ce qui incite à l'optimisme. **Tous les changements significatifs sur les politiques économiques des dix dernières années ont dès lors été initiés par le couple franco-allemand.** La tendance de l'Europe est claire : au centre se trouve le couple franco-

allemand, au milieu duquel une politique de nécessaire convergence se fait jour pour faire face aux Chinois.

Elisabeth Guigou

Cette crise pose finalement la question d'une coordination politique. Non seulement nous avons une union économique et monétaire bancal, avec une union monétaire fédérale et une union économique complètement intergouvernementale qui n'a jamais véritablement fonctionné, mais nous avons également une politique de la concurrence qui est un véritable état dans l'état et n'est coordonnée à rien d'autre. Il existe donc trois éléments fonctionnant séparément sans qu'il existe aucune coordination politique suffisante.

TABLE RONDE 2

L'Europe dans la gouvernance mondiale : Comment construire la puissance ?

Jean-Noël Jeanneney

Il y a une vingtaine d'années, et peut-être même une dizaine, évoquer « l'Europe puissance » était une pratique chère à de nombreux Français, mais qui créait quelque répugnance chez beaucoup de nos partenaires.

L'Europe puissance

Cette expression, d'abord, sans doute, rebutait à cause du poids de l'Histoire, notamment du côté de l'Allemagne. S'en remettre pour les dépenses d'armement à la puissance américaine avait, d'autre part, bien des avantages concrets, même si l'idée n'était pas formulée avec franchise. La crainte qu'un pays de l'Europe en construction, à savoir la France, souhaitât en fait subsumer au niveau européen le rêve d'une puissance dépassée s'exprimait aussi : chez nos partenaires, la crainte d'être soumis dans ce domaine, en particulier au temps de la petite Europe, à une domination française, était plus prégnante que celle d'être, à plus grande distance géographique, influencé par les Etats-Unis. En somme, beaucoup d'Européens agréaient, marqués par l'obsession de ne pas fâcher Washington, la formule récemment proposée par un publiciste américain -Mars et Vénus : Mars l'Amérique, Vénus l'Europe.

Tout cela a conduit au rejet de l'expression d' « Europe-puissance ». Et pourtant des données nouvelles ont surgi qui peuvent changer la donne.

- La conception bipolaire du monde a laissé place à la multipolarité dans laquelle l'Europe doit être un pôle essentiel.
- L'Amérique, du fait de ses évolutions démographiques, psychologiques et intérieures tend à regarder moins spontanément vers

l'Europe que par le passé, malgré la grande popularité actuelle du président Obama dans notre continent.

- La Chine affirme une présence de plus en plus marquée sur la planète, que nous avons pu observer lors des Jeux Olympiques. En cinq ans, le PIB y a doublé et les Chinois en ont pleinement conscience. En quelques années, cette nation est, de fait, passée d'une posture de modestie affichée du temps de Deng Xiaoping, à une période d'autorité affirmée, pour ne pas dire arrogante, qui évoque directement celle qu'elle a manifestée durant le premier XIXe siècle, avant les guerres de l'opium de 1840.

Ces défis originaux impliquent des questions nouvelles.

Du côté de la Chine, le dialogue entre marché et autocratie qui semblait si sûr de son efficacité, paraît avoir perdu de son prestige depuis deux ou trois ans.

Par ailleurs, que devons ou pouvons-nous faire devant l'émergence de la démocratie – au moins tendancielle – dans des pays arabes en particulier, le « printemps arabe » ?

Si nous souhaitons que l'Europe redevienne une puissance, autrement dit exprime une voix originale fondée sur une culture originale inspirée pas seulement par le christianisme – comme paraît le souhaiter le président français – mais aussi très largement sur la tradition gréco-romaine, comment faire pour que cette aspiration ait la place qu'elle mérite dans les décennies à venir ?

Au niveau militaire, doit-on continuer à ne se vouloir que « Vénus » ? Peut-on faire l'économie d'un armement sérieux de notre Europe ?

La question du nucléaire et de l'environnement est actuellement marquée par le drame que vit le Japon. Concernant la sécurité énergétique, quels choix stratégiques fondamentaux faut-il faire chez nous, et prôner peut-être au dehors, avec l'arbitrage inévitable entre la prospérité économique et la nécessité de préserver le développement durable et l'équilibre écologique de la planète ?

Seule la solidité de notre modèle social propre permettra cette cohérence qui paraît si fortement entamée dans nos pays aujourd'hui. Si

cette cohérence, à en croire les résultats des urnes, n'est pas ressentie en tant que telle, pouvons-nous vraiment avoir une influence solide au dehors ? Cela concerne notamment l'éventail des rémunérations et des revenus qui constituent un élément essentiel dans l'idiosyncrasie d'une collectivité, dans sa capacité à répondre aux bourrasques d'une époque.

Quelle réflexion devons-nous avoir sur notre identité (je n'évoque pas le débat lancé récemment en France et biaisé de la façon que l'on sait) ? Pour nous sentir influents, ne doit-on pas définir des frontières durables, quels que soient les critères qu'on adopte, de sorte qu'une Europe géographique existe dans les esprits et dans les cœurs ? Comment gérer ensuite ces frontières ? Le protectionnisme est déconsidéré actuellement : doit-on exclure d'y revenir, avec prudence, à l'échelle du continent, compte tenu de l'attitude des autres grandes puissances ?

Enfin, quel équilibre devons-nous trouver dans nos institutions ? Faut-il deux cercles avec des collaborations renforcées ? Un cercle plus restreint autour de la zone euro, ou se mettre en quête d'autres critères ?

Telle est la gerbe de questions multiples que je propose à votre réflexion et à nos échanges.

De nouveaux défis

Ainsi, du côté de la Chine, le dialogue entre marché et démocratie qui semblait si sûr de son efficacité, paraît avoir perdu un peu de son prestige depuis deux ou trois ans.

Par ailleurs, que devons ou pouvons-nous faire devant l'émergence de la démocratie ou d'un effort démocratique dans des pays arabes en particulier, ce « printemps arabe » ?

Si nous souhaitons que l'Europe devienne une puissance, autrement dit exprime une voix originale fondée sur une culture originale inspirée

pas seulement par le christianisme – comme le dit notre président français – mais aussi très largement par la tradition gréco-romaine, comment faire pour que cette expression ait la place qu'elle mérite dans les décennies à venir ?

Au niveau militaire, doit-on continuer à rester exclusivement Vénus ? Peut-on faire l'économie d'un armement de notre Europe ?

La crise du nucléaire et de l'environnement est également actuellement marquée par le drame au Japon. Concernant la sécurité énergétique, quels choix stratégiques fondamentaux faut-il faire chez nous, et prôner peut-être également au dehors, dans l'arbitrage entre la prospérité économique et la nécessité de préserver le développement durable et l'environnement ?

Seule cette solidité sociale de notre modèle propre permettra cette cohérence qui paraît si fortement entamée dans nos pays aujourd'hui. Si cette cohérence, d'après les résultats des urnes, n'est pas ressentie en tant que telle, pouvons-nous vraiment avoir de l'influence au dehors ? Cela concerne l'éventail des rémunérations et des revenus qui constituent un élément très important dans l'idiosyncrasie d'une collectivité, dans sa capacité à répondre aux bourrasques d'une époque.

Quelle réflexion devons-nous avoir autour de l'identité en dehors de toute référence au débat récent dans notre pays ? Pour nous sentir influents, ne doit-on pas définir des frontières de sorte qu'une Europe géographique existe, quels que soient les critères qu'on adopte ? Comment gérer ensuite ces frontières ? Le protectionnisme est complètement déconsidéré actuellement, à cause des références ; pourtant, comment ne pas y songer notamment par rapport aux autres grandes puissances ?

Enfin, quel équilibre devons-nous trouver au niveau de nos institutions ? Faut-il deux cercles avec des collaborations renforcées ? Faut-il penser une très grande Europe des 27 avec une zone de libre-échange propice à une certaine sérénité intérieure ? Ou, pour agir vraiment, faut-il un cercle plus restreint autour de la zone euro ou d'autres critères ?

Christian Masset

Je vais me borner à évoquer par quelques observations un paradoxe que j'ai vécu au cours des négociations. Nous avons ainsi une Europe caractérisée par une interdépendance et la nécessité d'établir des règles pour gérer cette interdépendance. L'Europe est admirablement placée et outillée intellectuellement pour le faire. De fait, elle a mené les négociations climatiques et notamment celles de Copenhague. Elle a inventé le G20 tel que nous le connaissons et qui en a façonné l'ordre du jour au début, que ce soit à Washington ou à Londres. Tout semble donc porter l'Europe à avoir un rôle majeur dans la construction de la gouvernance mondiale du XXIème siècle. Or, nos partenaires non européens ont la tentation de faire de l'Europe la variable d'ajustement de la mondialisation et de la gouvernance globale.

Une Europe perçue comme perdante dans la mondialisation

Cette impression d'une Europe qui ressort un peu comme la perdante dans le jeu de la mondialisation et qui devrait, par conséquent, faire plus de place aux autres dans la gouvernance globale, est très forte et s'appuie sur plusieurs éléments.

Premièrement, à l'étranger, l'impression d'une Europe à la traîne sur le plan économique et sur les taux de croissance rejoint l'idée d'une Europe minée par les questions démographiques et ses problèmes d'endettement. En outre, elle n'est pas tout à fait considérée à l'avant-garde de l'innovation en comparaison des Etats-Unis, rattrapés dans une certaine mesure par le Japon, la Corée, la Chine ou l'Inde.

Deuxièmement, les rapports de forces économiques se sont modifiés et on estime aujourd'hui qu'il y a trop d'Européens par exemple au G20. Le G8 est récusé par certains pour les mêmes raisons. Dans les négociations au sein des instances internationales financières, Banque Mondiale ou FMI, ce leitmotiv revient et l'idée est véritablement de réduire le rôle des Européens. De même on demande plus de voix pour les pays émergents, même si ceux-ci sont déjà sur-représentés par rapport aux critères qui avaient été définis.

Enfin, avec la crise l'idée est née qu'il fallait plus de règles et moins d'arbitraire. **L'Europe apparaît un peu déphasée dans un système où les états estiment qu'il y a une différence entre la puissance**

économique et la puissance politique. Or, pour un certain nombre de pays émergents, la réaffirmation politique accompagne le renforcement économique. Le Brésil, par exemple, veut passer du statut de puissance régionale à celui de puissance mondiale. Cette affirmation politique est visible en Chine, également en Inde, avec des revendications de sièges au Conseil de Sécurité par exemple. Malgré la légitimité de ces revendications, l'Europe s'est construite sur un modèle exactement inverse, la puissance économique ne devant pas s'accompagner d'une affirmation de souveraineté nationale. En conséquence, ces pays préfèrent souvent les sommets bilatéraux avec les puissances qu'ils connaissent depuis toujours plutôt que traiter avec l'Union européenne, entité dont ils n'arrivent pas bien à mesurer le poids. Ce point fondamental constitue un élément d'incompréhension qui, dans cette gouvernance mondiale, perturbe la capacité d'action de l'Europe.

Une puissance européenne réelle

Ces impressions ne reflètent pas la réalité car l'Europe – avec ses 500 millions d'habitants – compte beaucoup plus que les Etats-Unis en termes démographiques. En termes économiques, l'Europe est très supérieure aujourd'hui à la Chine, à l'Inde et autres. Toutes les projections sur les voies économiques jusqu'à 2050, quels que soient les centres d'études, montrent que **l'Europe appartiendra toujours au club des trois premiers avec les Etats-Unis et la Chine**, avant l'Inde et tous les autres pays.

L'euro n'a cessé de gagner de la place dans les réserves des différents Etats et notamment en Chine. Or, si l'on considère l'Europe tout entière, avec la livre qui compte plus que le yen, le deuxième pôle des monnaies de réserve est constitué des monnaies européennes. Par ailleurs, les pays européens contribuent largement à l'aide publique au développement.

Dans ce jeu de la gouvernance mondiale, nous ne sommes plus dans un monde bipolaire ou dominé par une hyperpuissance, mais dans un monde de puissances relatives avec une multipolarité très compétitive. Il est de fait très difficile pour deux pays d'avoir une relation qui structure l'ensemble de la gouvernance mondiale. Un des principaux mérites du G20 réside dans cette socialisation qui permet aux tensions entre la Chine et les Etats-Unis de s'apaiser, notamment sur la ques-

tion des déséquilibres globaux. La mondialisation a absolument besoin d'un jeu collectif et l'Europe doit y conserver sa place avec tous les atouts dont elle dispose.

Un chancelier allemand affirmait que « dans un jeu à trois, il vaut mieux être parmi les deux ». Dans les 10 à 15 ans à venir, si nous avons un jeu à trois, l'Europe aura-t-elle la capacité de jouer ce jeu-là ? L'enjeu essentiel n'est pas qu'une question de rang ou de prestige diplomatique, il s'agit de notre environnement ou de notre niveau de vie à venir.

Les pistes pour l'Europe puissance

Malgré les vicissitudes, l'Europe a les capacités pour rester une force de proposition. Ainsi au G20, sous la présidence française, des sujets nouveaux ont été soulevés tels que le développement, la dimension sociale de la mondialisation, la gouvernance globale. L'Europe a tout intérêt à évoluer dans une multipolarité bien organisée. Mais, pour donner du crédit et des bases solides à ce discours, les garanties passent d'abord, évidemment, par la santé économique et la convergence. Il s'agit là de sujets évoqués lors de la première table ronde.

Nous devons montrer notre capacité à élaborer une position commune fondée sur une conception profonde de l'intérêt général européen, pour définir des outils efficaces dans les négociations. Or, à Copenhague, l'Europe a échoué tandis que sur l'énergie, chaque pays défend son propre intérêt. Ce manque flagrant de position unique apparaît dans un certain nombre de sommets, notamment avec les grandes puissances émergentes ou les Etats-Unis, et révèle l'incapacité européenne à réagir et à adopter rapidement une solution lors d'une négociation. Il faut absolument prendre conscience des besoins pour mieux défendre nos intérêts.

Pour les négociations sur les biens publics mondiaux avec les grands acteurs que sont les pays émergents, la Chine, les Etats-Unis et la Russie, il est nécessaire d'établir des feuilles de route afin de coordonner au niveau européen ce qui doit être mis en œuvre. De ce point de vue, les décisions prises au Conseil Européen le 16 septembre dernier sont déterminantes puisque pour la première fois, le mot réciprocité a été discuté et inscrit dans les conclusions. Ce discours doit maintenant être retranscrit en actes.

Dans ce jeu de la mondialisation, il existe des espaces et des acteurs que chacun courtise, qui constitueront les grands partenariats et détermineront les rapports de force ; il faut donc mettre en place une politique de voisinage. L'Europe doit ainsi s'établir comme une plaque tournante dans cette nouvelle gouvernance mondiale avec ses partenaires privilégiés que sont l'Afrique, l'Asie centrale, la Méditerranée et la Russie.

Face à la réaffirmation politique de la souveraineté chez nos partenaires, ou aux importantes mesures d'armement qu'on observe dans les grands pays émergents, **l'Europe ne sera reconnue que lorsqu'elle aura des moyens politiques et militaires pour assurer sa sécurité, asseoir sa gouvernance économique et sa place dans la gouvernance mondiale.**

Dans ce monde interdépendant et par définition ouvert, il faut aussi que l'Europe sache faire preuve d'ouverture. Les populismes à droite ou à gauche qui se traduisent dans les urnes sont la première menace et le premier handicap à la cohésion nécessaire de l'Europe dans la gouvernance mondiale.

Gernot Erler

La créativité et le savoir-faire européen en matière de gouvernance mondiale

D'abord, l'Union européenne a montré son importance dans les structures de la gouvernance mondiale. Les Européens ont conscience de vivre au sein d'Etats-nations et connaissent l'importance de leur stabilité. Cette conscience est particulièrement visible lorsqu'il y a des Etats faibles ou en faillite. Les Européens savent également que les Etats-nations seuls ne peuvent pas tout maîtriser, qu'il s'agisse des attentats de 2001, des inondations au Pakistan, des tremblements de terre à Haïti ou au Japon. Ces événements mettent en évidence l'interdépendance mondiale, car même un Etat puissant comme le Japon a besoin des structures mondiales pour faire face à la catastrophe. Au regard des changements climatiques, les Etats européens et l'Union ont bien compris la nécessité d'avoir une stratégie mondiale si nous voulons éviter que la température n'augmente de plus de 2 %. Pour

autant, il n'existe pas de gouvernement du monde. Il faut donc avoir un réseau d'engagements contractuels et une société civile qui veille à la bonne application ainsi qu'au respect de ces engagements. La gouvernance mondiale pourrait être ce réseau. Ce système doit être dynamique comme on l'a vu lors de l'éclatement de cette énorme crise financière en 2008. Les grandes institutions classiques, FMI et Banque mondiale, n'ont pas été chargées de résoudre la crise mais le G20 a émergé qui, depuis sa première rencontre en novembre 2008, s'est déjà réuni plus de six fois. Nous avons ainsi pu empêcher que cette crise n'aboutisse à une catastrophe comparable à celle de 1929. **Les Européens sont de fait les mieux placés pour comprendre et mesurer l'importance d'une gouvernance mondiale.** Ils sont aussi extrêmement créatifs pour trouver les bonnes réponses aux nouveaux défis.

Une réforme nécessaire des institutions internationales

La tension entre efficacité, légitimité et acceptabilité reste un problème non résolu. Les Nations Unies sont l'instance phare de la gouvernance mondiale mais elles ont leurs faiblesses. Leur assemblée générale est composée de 192 Etats mais chaque pays possède une voix. La Chine, qui compte 1,4 milliard d'habitants, a donc le même poids dans le vote que le Monténégro qui en compte 600 000. Dès lors, l'Assemblée Générale n'a pas les responsabilités principales sur les questions politiques majeures, confiées au Conseil de Sécurité dans lequel des continents comme l'Amérique latine ou l'Afrique n'ont pas de représentants permanents. Le droit de veto historique des cinq pays membres permet certes de dégager des consensus, mais limite l'efficacité des Nations Unies. La volonté de réformes auxquels certains Européens participent a abouti à l'idée de faire une « United Nations People's Assembly », une deuxième chambre, une sorte de parlement des Nations unies. Kofi Annan, l'ancien secrétaire général, s'est efforcé de renforcer le rôle des ONG, des sociétés civiles. Des efforts ont également été faits pour que d'autres institutions de la gouvernance mondiale tels que le FMI ou la Banque mondiale soient rendues plus efficaces par la redistribution des droits de vote. Par exemple, au FMI, 61 % des droits de vote sont dans les pays de l'OCDE alors que l'Afrique n'en a que 6 %.

Je ne peux que suivre Monsieur Masset concernant le G20 dont la légitimité est plus grande que celle du G8, puisqu'il est moins euro-centré. Pour autant, nous voyons déjà se développer des formes d'oppositions et de concurrence au sein des Nations Unies. Stiglitz a préconisé la création d'une unité de réflexion sur la grande crise internationale. Hors du G20, de petits Etats importants comme la Suisse, le Qatar et Singapour ont conçu la « global redesign capacity », un groupe qui compte 28 membres assez critiques à l'égard du G20 auquel ils reprochent de constituer un club de privilégiés dont ils sont exclus.

Par ailleurs, les Etats-Unis acceptent difficilement les institutions de la gouvernance mondiale comme les Nations Unies lorsque celles-ci s'engagent de façon contraignante. Il existe donc des structures plus informelles aux Etats-Unis, comme IPSA, par exemple, qui réunit différents pays, les BRIC, les « major economic forums » avec les pays émergents importants. Ces initiatives y sont mieux reçues que celles

des Nations Unies ou d'autres institutions formalisées de la gouvernance mondiale.

Le G20 et l'avenir de la gouvernance mondiale

L'Union européenne a compris la nécessité de la gouvernance mondiale parce qu'elle connaît tous ces problèmes de concurrence et les tensions entre efficacité, légitimité et acceptabilité. Sous la présidence de la France, le G20 tente aujourd'hui d'être compétent face à la crise financière et économique, mais aussi d'aborder d'autres sujets et d'autres thèmes mondiaux. Même s'il s'agit un organisme créatif, il faudra proposer des mesures suscitant la confiance de ceux qui n'en font pas partie mais qui ont leur rôle à jouer dans la gouvernance mondiale. Comme Kofi Annan l'avait fait aux Nations Unies, **il faudra s'appuyer sur l'expérience de la société civile en intégrant celle-ci dans les travaux du G20**. Lors de la dernière rencontre, le président français a, en cela, donné des mandats à quelques *think tanks* (notamment en Allemagne), ce qui peut commencer à améliorer l'acceptabilité du G20 comme institution de la gouvernance mondiale. Les compétences respectives du G20 et des Nations Unies doivent, de surcroît, être bien délimitées. En effet, notamment les questions qui ne peuvent être résolues que par la voie militaire relèvent et doivent continuer à relever de la compétence des Nations Unies.

Enfin, les pays émergents qui sont devenus des acteurs de premier plan comme la Chine le Brésil, l'Inde et la Russie, doivent participer à la gouvernance mondiale ; pour le moment, ils ne s'y engagent pas suffisamment. L'idée que la Chine aurait tout à bénéficier de la gouvernance mondiale se développe, afin que des mesures concrètes s'imposent et pour renforcer le rôle de l'Europe dans le cadre de cette gouvernance.

Laurence Tubiana

Je vais directement tenter de répondre à la question de savoir comment l'Europe pourrait jouer son rôle de puissance en rappelant qu'il existe toujours trois dimensions dans le jeu des relations internationales :

- le pouvoir et les rapports de pouvoir au niveau politique ;
- la logique des intérêts économiques ;
- la base de la connaissance et la sphère des réseaux d'influence.

Lorsque nous parlons de la puissance européenne, aussi bien celle que l'Europe cherche à construire que celle qu'elle a déjà, il faut pouvoir raisonner sur les trois volets que sont les questions de pouvoir comprises au sens de la géopolitique classique, celles des intérêts autour de la puissance économique et celles de la connaissance qui regroupent tout le réseau d'influence à la fois dans les domaines culturel, scientifique et technique.

Bilan sur la situation actuelle de l'Europe dans la gouvernance mondiale

Dans la période qui précède et sur ces trois critères, l'Europe ne s'est pas particulièrement démarquée. Pourtant, en même temps, elle est parvenue à mettre le problème des changements climatiques sur l'agenda des préoccupations mondiales. En effet, **les négociations sur le climat débutées en 2007 ont abouti à un résultat en décembre 2010 grâce à l'insistance des Européens**. Or rien n'était moins évident en 2005 ou 2006, lorsqu'il a fallu relancer ces négociations globales. Les universitaires américains, par exemple, avaient déjà annoncé la mort du protocole de Kyoto. Ils affirmaient qu'il fallait en priorité mener des actions locales et qu'il n'y aurait pas d'autres perspectives globales. Les négociations ont finalement été discutées à 194 puisque les sommets sur le climat regroupent davantage de membres que l'Assemblée des Nations Unies.

L'Europe est l'acteur principal qui a fédéré la communauté internationale autour de ces questions, malgré un échec politique majeur européen à Copenhague, sur le territoire européen, avec une présidence européenne et une incapacité à réaliser la synthèse du fait même de la désunion de l'Europe. Au sein de ce monde multipolaire, l'Europe n'a

toujours pas trouvé sa place dans le trio, ce qui s'est concrétisé à Copenhague d'une manière particulièrement violente. Cependant, ce trio n'existe pas encore puisque la Chine refuse toute négociation bilatérale avec les Etats-Unis. Avoir conduit la communauté internationale à négocier, sur des sujets dont les principaux acteurs ne voulaient pas, représente une réussite. La Chine comme les Etats-Unis, en tout cas au moment de l'administration Bush, refusait de participer à de grandes négociations sur le climat. En revanche, si cette victoire politique s'est traduite par la manifestation de la puissance de son influence intellectuelle et scientifique, la fragilité de l'Europe s'est révélée, au moment même de la concrétisation du projet. Les résultats de Cancun ou de Copenhague ont abouti à un accord fondé sur les propositions unilatérales des pays et non sur un traité global et contraignant. Cet accord a néanmoins permis l'ouverture d'une nouvelle période, singulièrement importante, qui concerne toute la transformation de la production et de la consommation d'énergie dans le monde, puisque la question du changement climatique se résume pour l'essentiel à cette problématique.

La cohésion d'une politique industrielle, économique et énergétique commune

Si l'Europe souhaite reprendre l'initiative et redevenir une puissance en rassemblant au moins les deux pôles, il faut considérer le travail que la communauté européenne doit faire sur elle-même, tout autant que le courage, l'anticipation et la modernité dont elle doit faire preuve. Pour regagner le terrain qu'elle n'a pas perdu mais dont elle n'a pas profité, l'Europe a des choix à faire sur la politique énergétique, la renégociation d'un accord sur l'énergie et le climat, sur les avancées vers la modernité technologique et sa capacité d'innovation. Cela se traduit dans de nombreux domaines par l'idée d'accepter une politique industrielle et de la concrétiser, de comprendre la nécessité de se doter d'une politique d'infrastructures et d'énergie sinon commune au moins partagée, ce que feront la Chine mais également l'Inde. **L'Europe doit donc se relancer dans la construction du projet technologique et scientifique mais aussi sur le plan organisationnel, notamment autour des transports.**

Cette révolution industrielle sera caractérisée par un ensemble de nouvelles technologies développées d'ici 30 à 40 ans, associées à des politiques publiques radicalement nouvelles, avec une projection beaucoup plus forte de l'ensemble des mécanismes économiques appuyés sur une ré-industrialisation. Ces choix importants déterminent les conditions nécessaires pour renouer un dialogue à armes égales, voire avec un avantage compétitif scientifique, technologique et du même coup économique, ce en lien avec les grandes puissances et les deux grands pôles de la gouvernance mondiale en dehors des Etats-Unis : d'une part la Chine, d'autre part les pays avec lesquels nous partageons des valeurs politiques et démocratiques.

Les enjeux européens pour l'avenir de la gouvernance mondiale

La revanche chinoise, évidente, se double d'une extraordinaire anxiété sur le sens des développements chinois et de leur fragilité, qui contredit cette position arrogante. Après l'accident de Fukushima et les interrogations chinoises sur le programme nucléaire, les craintes de l'impact du changement climatique sur la Chine – avec par exemple les problèmes d'eau induits par la fonte du glacier Himalaya – sont réelles et des voix très contradictoires s'expriment. Si, comme l'Europe l'a fait dans la période précédente, la Chine s'engage dans cette deuxième phase de transformation de l'économie, des voies nouvelles s'ouvriront pour équilibrer les intérêts de pouvoir et d'influence. La Chine, traditionnellement, n'était pas intéressée par le dialogue politique avec l'Europe. Toutefois, si elle ne veut pas se retrouver dans une position bilatérale, elle ressent également, aujourd'hui, que les innovations se développent en Europe plus qu'aux Etats-Unis.

Le deuxième pilier de la construction de la puissance européenne repose sur cette vision sociale et politique qui détermine la cohésion de notre continent. L'enjeu est important pour ces pays latino-américains. Ces derniers ont gagné la démocratisation de leurs sociétés dans la difficulté ; ils se retrouvent maintenant au G20 où ils attendent une discussion avec l'Europe, même si la croissance et le développement économique rapides sont de leur côté. **Un système où la première puissance mondiale serait un régime autoritaire est en outre une perspective extrêmement préoccupante qui pourrait nous faire regretter la domination américaine.** Dans le grand dialogue

économique et politique qui forcément s'ouvre sur la nouvelle régulation de l'économie mondiale, comment cette idée de contrats sociaux nationaux élaborés démocratiquement peut-elle être défendue avec une vision commune des droits et des obligations et de la citoyenneté ? L'Europe a le devoir de ne pas abandonner et doit au contraire s'investir davantage car elle pêche très largement sur ce point.

Au sein du G20, les négociations sont menées d'un point de vue pragmatique en fonction de ce que les uns et les autres acceptent de discuter, ce qui ne permet pas d'établir un agenda progressiste. En revanche, il existe des alliés comme le Brésil qui partagent des valeurs. La transformation de l'Union Européenne permettra d'ouvrir un meilleur dialogue avec d'autres pays, ce qui entraînera, on peut l'espérer, une deuxième vague de réformes internationales.

Dans cette gouvernance mondiale, l'émergence de la Chine comme très grande puissance et le développement des pays émergés – qui s'accompagne de la réaffirmation de la souveraineté – consacrent un retour de la géopolitique classique. En même temps, ces pays ont également accepté une redéfinition très forte de leur souveraineté où les obligations internationales comptent, que ce soit pour leur réputation ou pour le maintien des actions de marché. Cette redéfinition de la souveraineté a une origine fondamentalement européenne. Il existe donc toute une dynamique de réseaux qui n'a cessé de produire de nouveaux sujets, coordinations et interrogations. Quel meilleur terrain pour l'Europe, si elle construit mieux sa politique étrangère, que de soutenir cette extraordinaire vitalité des réseaux de toutes natures qui forment l'autre volet de la gouvernance mondiale ?

Les institutions qui se sont construites après la seconde guerre mondiale ne fonctionnent plus. L'Europe doit donc aujourd'hui chercher un équilibre entre sa puissance et ses réseaux de connaissance.

Pervenche Berès

Le terme de puissance semble devenu inaudible pour nos partenaires. Le concept de puissance ne peut impliquer qu'on soit une force pour dominer les autres. Notre perspective réside dans l'organisation d'un monde multipolaire.

L'Union européenne ne comptera dans ce monde multipolaire que si elle est forte sur ses propres valeurs. **Nous devons appliquer très**

clairement une stratégie de gauche et miser sur nos propres forces. Alors que notre modèle social et démocratique devrait permettre à l'Union européenne de se projeter sur la scène internationale et notamment dans l'affaire libyenne, nous observons qu'elle en est incapable. La question des structures de gouvernance est fondamentale car elle correspond à notre mode de pensée ; de plus, cette approche du monde est résolument européenne. Nos valeurs européennes sont universelles et la révolution démocratique arabe le montre.

Comment équilibrer une union monétaire fédérale sans aller vers davantage de fédéralisme ? Imaginer une fédération reste un tabou et malgré la nécessité, ce n'est pas la direction prise. Dans la dynamique qui se met en place en ce début du XXIème siècle, l'Europe est confronté à un vrai paradoxe parce que malgré les avancées réalisées depuis le traité de Rome et l'anticipation idéale pour se préparer aux transformations du monde, elle ne paraît pas suffisamment armée. Jusqu'à présent nous parlions surtout de coordination alors qu'aujourd'hui nous évoquons la surveillance. Le pacte euro plus est l'équivalent du pacte de compétitivité et de croissance lorsque l'on avait rajouté « et de croissance » pour faire plaisir à Lionel Jospin. Le « plus » est donné pour satisfaire les syndicats qui se sont beaucoup émus, mais le contenu ne nous permet pas de consolider notre modèle social, qui fait notre force et notre identité.

Concernant la Chine, Paul Jorion décrit combien, selon la stratégie du jeu de go, les chinois ont anticipé l'actuelle situation de dépendance des Américains. La Chine était parfaitement consciente de sa montée en puissance mais, ne souhaitant pas se retrouver comme l'URSS dans une position d'affrontement dangereux, il lui fallait trouver une autre manière d'organiser la dépendance américaine. Lorsque j'entends l'enthousiasme de certains face aux possibilités de financement de nos déficits et nos dettes souveraines avec l'arrivée massive de capitaux chinois, je ne vois pas pourquoi nous remplacerions les Américains dans ce jeu de go. Forts de cette expérience, nous devons gérer cette arrivée de capitaux avec lucidité.

Réformer la gouvernance mondiale

Le G20 propose une nouvelle idée dans la structure de gouvernance mondiale mais la question de son efficacité et de sa légitimité se pose. La nécessité d'obliger la Chine à participer aux problèmes de cette gouvernance a déterminé la mise en place de ce levier. Le désintérêt de la Chine et son abstention ne permettent pas, pour l'instant, de concevoir sa contribution stratégique au sein de cette gouvernance mondiale. Mais on ne doit pas la considérer comme un pays émergent. En outre, la Chine rencontre également des difficultés internes.

Lorsqu'on parle de gouvernance mondiale, les Nations Unies restent la référence et le G20 souffre de nombreux travers. Je refuse ce système des G20 qui se succèdent et abordent les problèmes au fur et à mesure, et qui n'engagent à rien. Sans idéaliser les institutions comme le FMI, nous devons nous inspirer de leur fonctionnement avec des ordres du jour et des préparations. L'invention des structures intercommunautaires à l'échelle européenne et internationale visait à améliorer les relations et permettre aux différents états membres de fonctionner entre eux. Or, le G20 ne le permet pas. Il constitue peut-être une étape de transition, mais **ma perspective, certes utopique, consiste à imaginer un G20 dont la vocation est de devenir une sorte de Conseil de sécurité économique avec une représentation de la multipolarité.**

Une réforme des marchés plus ambitieuse

Dans le domaine économique, que pouvons-nous espérer à l'échelle internationale ? Tous les colloques qui se sont tenus avant août 2007, portaient sur le thème des déséquilibres mondiaux tels que les délocalisations, la pression sur la masse salariale, l'augmentation des inégalités sociales et l'aggravation de la dette privée. Or si on parle de gouvernance mondiale, nous devons nous donner les outils pour répondre et réfléchir à ces préoccupations. Je partage ainsi l'analyse de Wolfgang Münchau sur les origines de cette crise, car jusqu'à présent la mobilisation de la communauté internationale a été surtout centrée sur le concept de stabilité des marchés financiers. Pourtant, cette stabilité est conçue dans l'intérêt de ces marchés ; elle ne suffit pas à corriger les déséquilibres macroéconomiques ni à retrouver l'initiative de croissance – évoquée de nombreuses fois – dont nous avons besoin. Sans aller jusqu'à préconiser des mesures protectionnistes et limiter la libre

circulation des capitaux, nous ne pourrions pas nous contenter d'une simple surveillance de la stabilité des marchés. Il faut en effet observer comment l'allocation des capitaux contribue à la réalisation d'objectifs globaux, tant à l'échelle mondiale qu'européenne.

Le Premier Ministre grec déclarait dernièrement que l'Europe s'est toujours construite autour du concept de la terre. Même si cela reste vrai, aujourd'hui nous avons besoin de l'Europe construite autour de son corpus de valeurs. Le consensus de Washington ne doit pas se transformer en consensus de Bruxelles. **La force de l'union européenne dans la gouvernance mondiale est de faire vivre le projet européen à travers la valeur de l'humain.**

Jean-Noël Jeanneney

Dans mon esprit, la question de la puissance n'est pas tant : « comment dominer les autres ? » que : « comment ne pas se faire dominer ? ». Nous ne devons pas avoir peur d'affirmer notre puissance, mais pour quelle finalité et au service de quels progrès ? Il est évident qu'un certain équilibre social et une identité fondée sur notre modèle original sont indispensables à cette ambition collective.

CONCLUSION

Elisabeth Guigou

La question de l'euro est cruciale pour l'avenir de l'Europe entière. Les pays qui n'appartiennent pas à la zone euro et ceux qui ne veulent pas y entrer ont aussi intérêt que la dynamique dans laquelle nous sommes soit pérenne. Pour ce faire, nous devons réformer en absolue priorité l'union économique et résoudre la crise bancaire et financière. Les responsabilités vont à la fois au secteur privé et aux états, et chacun doit les assumer. **Lancer une Europe économique digne de ce nom est impératif pour les citoyens européens afin de trouver l'équilibre entre économie et social, mais également pour affirmer notre rôle dans le monde.** Nous avons effleuré, mais balayé tout de même, ce qu'il allait falloir faire en termes de convergence économique et fiscale, tout autant qu'en termes de structures et d'équilibre macroéconomique. L'équilibre entre exportation et consommation pose un problème extrêmement important que nous devons, en particulier la France et l'Allemagne, affronter ensemble.

L'urgence d'une construction politique de l'Europe est apparue de nouveau. Il existe deux visions de l'Europe et nous devons faire prévaloir la nôtre. C'est celle qui nous a réunis ici et depuis toujours, l'Europe des pères fondateurs, l'Europe de ceux qui comme Mitterrand, Kohl ou Delors ont fait la monnaie unique avec la volonté de voir dans ce couronnement du marché unique une avancée vers une Europe politique. Malgré la difficulté de définir un intérêt général européen, les défis mondiaux comme le climat et l'énergie ou la question de la sécurité dans le monde nous y obligent. N'oublions pourtant jamais ce que nous avons déjà accompli entre nations souveraines. Sur le plan diplomatique et militaire, l'Europe est également à l'initiative de l'intervention en Libye et mène toutes ces missions humanitaires dont on parle trop peu. Nous savons toutefois qu'il faudrait aller plus loin et développer nos propres forces d'intervention.

Nous ne pourrions probablement pas toujours avancer à 27 ou 28, mais nous avons deux avant-gardes qui ont réussi, Schengen et l'euro. Je préfère d'ailleurs cette notion d'avant-garde à l'idée de cercles, qui connote une exclusion. Ces succès résultent du fait qu'il y avait d'abord

un contenu et que nous avons ensuite réuni les conditions nécessaires pour avancer ensemble. Ce modèle doit nous inspirer pour avancer sur d'autres sujets, par exemple sur les questions diplomatiques et militaires. Une initiative franco-allemande, avec les précautions nécessaires, pourrait ainsi convaincre d'autres pays.

L'Europe est encore la première puissance économique du monde devant les Etats-Unis et loin devant la Chine, même si le rythme de croissance dans les pays émergents est plus important que le nôtre. Elle reste le premier donateur d'aide au développement. Dans le contexte actuel de mondialisation, l'Europe ne peut pas regarder seulement à l'intérieur d'elle-même ; elle doit résoudre ses contradictions et ses crises pour regarder vers l'extérieur. Une Europe repliée serait une Europe condamnée au déclin et à la marginalisation alors qu'elle porte en elle tous les moyens de son maintien. Ainsi, la mondialisation s'articule autour des grandes régions nord-sud en raison de proximités géographique, historique, culturelle, démographique et humaine. L'absence de politique vis-à-vis de la Russie est évidemment un manque terrible. L'Afrique représente quant à elle un intérêt stratégique majeur, aujourd'hui comme hier. Nous ne devons pas manquer cette grande chance qui nous est offerte à condition d'inventer de nouveaux outils.

Le G20 constitue certes un progrès mais il se contente d'énoncer des principes et des lignes d'actions qui ne sont pas toujours suivis.

L'Europe doit jouer un rôle important pour rééquilibrer la gouvernance mondiale et donner la parole à ceux qui ne l'ont pas encore. Elle doit également organiser le suivi des décisions prises.

Enfin, concernant la légitimité démocratique, le rôle des parlements et des sociétés civiles doit être au centre de nos réflexions. En effet, comme l'a rappelé Laurence Tubiana, l'inventivité est souvent venue de la société civile, notamment sur ces défis nouveaux que nous avons à affronter.

BIOGRAPHIES

Jean-Louis BEFFA

PDG de Saint-Gobain de 1986 à 2007, Jean-Louis Beffa en est aujourd'hui le président d'honneur. En 2002, il a créé le Centre Saint-Gobain pour la recherche en économie. En 2004, le Président de la République, Jacques Chirac, lui a confié une mission sur la relance de la politique industrielle en France. Cette mission aboutit en janvier 2005 à un rapport « Pour une nouvelle politique industrielle » qui traduit l'importance de l'Etat dans la politique industrielle. En 2005, il est nommé à la tête de l'AI (l'Agence de l'Innovation Industrielle) dont la mission est de sélectionner et soutenir les grands projets industriels.

Pervenche BERES

Pervenche Berès est députée européenne du groupe PSE depuis 1994. Elle a été vice-présidente de la délégation du Parlement européen à la Convention chargée de rédiger la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne. De 2007 à 2008, elle a été membre de la commission présidée par Alain Juppé et Louis Schweitzer chargée de rédiger le livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France. Au sein du Parlement européen, elle a présidé la commission des affaires économiques et monétaires de 2004 à 2009. Elle préside depuis 2009 la commission de l'emploi et des affaires sociales.

Gernot ERLER

Etudes d'histoire, de langues slaves et de sciences politiques à la Freie Universität de Berlin et à l'Université de Fribourg/B. (1963-1967), rédacteur dans une maison d'édition (1968-1969), assistant puis collaborateur scientifique au département d'histoire de l'Europe de l'Est de l'Université de Fribourg (1969-1979), directeur d'une maison d'édition (1980-1987). Adhésion au SPD en 1970. Député au Bundestag depuis 1987, membre de la direction du groupe parlementaire depuis 1994, vice-président du groupe parlementaire chargé des questions de politique extérieure, de politique de sécurité,

des droits de l'homme et de politique de coopération, coordinateur pour la coopération germano-russe au ministère des affaires étrangères (2003-2006), ministre délégué au ministère des affaires étrangères (2005-2009). Membre suppléant de la commission des affaires étrangères, de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire et de la commission pour la coopération et le développement.

Peter GEY

1980 Doctorat en sciences politiques, 1985 Doctorat en sciences économiques. 1975 - 1980 Collaborateur scientifique à la Faculté de sciences économiques de l'Université de Francfort/Main, 1981 - 1986 Collaborateur scientifique, chargé des projets de recherches „socialisme et industrialisation" et « crise et réforme des systèmes économiques socialistes", financés par la Fondation Volkswagen, 1990 - 1994 Directeur du département Europe centrale et orientale de la Fondation Friedrich-Ebert à Bonn, directeur des bureaux de la Fondation Friedrich-Ebert au Cameroun (1987-1990), en Argentine et Paraguay (1994-1998), au Chili (1998-2001), en Corée du Sud (2001-2006), en Inde (2006-2010) et depuis 8/2010 en France

Elisabeth GUIGOU

Vice-présidente de l'Assemblée Nationale, députée de Seine-Saint Denis, ancienne ministre, elle est issue de la promotion « Simone Weil » de l'ENA. Membre du cabinet de Jacques Delors en 1982, elle entre au cabinet de François Mitterrand à l'Elysée, comme secrétaire générale du comité interministériel chargée des affaires économiques européennes. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes de 1990 à 1993. Dans le gouvernement Jospin, elle a été Garde des Sceaux, puis ministre des Affaires sociales. Elue députée de Seine-Saint-Denis en 2002, puis réélue en 2007, elle est vice-présidente de l'Assemblée nationale. Elle est Présidente-fondatrice d'Europartenaires. Elle est l'auteur de : *Pour les Européens* (1994) ; *Etre une femme politique* (1997) ; *Une femme au cœur de l'Etat* (2000) ; *Je vous parle d'Europe* (2004) ; *Rallumer les étoiles* (2006) et *Pour une Europe juste* (2011).

Jean-Noël JEANNENEY

Normalien, agrégé d'histoire, docteur ès-lettres, il est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Il a été deux fois secrétaire d'Etat et a présidé Radio France et la Bibliothèque nationale de France. Il a publié notamment : *François de Wendel en République, l'Argent et le pouvoir* (Nlle éd., Perrin, 2004) ; *Une histoire des médias, des origines à nos jours* (Seuil, 4^e éd., 2011) ; *L'Echo du siècle : dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France* (1999 et 2001) ; *Quand Google défie l'Europe, plaidoyer pour un sursaut* (nelle éd., 2010) ; *Concordance des temps, dialogues radiophoniques* (2006 et 2009). Depuis 1998, il est co-président d'Europartenaires.

Christian MASSET

Diplôme de l'ESSEC, de Sciences Po et de l'ENA, Christian Masset est depuis 2009 directeur général de la Mondialisation, du Développement et des partenariats du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Il a été amené, tout au long de sa carrière de diplomate, à occuper diverses fonctions au sein du Ministère des Affaires étrangères et européennes, à Londres, Rome, Pretoria et Bruxelles, où il fut conseiller à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne de 1994 à 1997 et de 2002 à 2007. De retour à Paris, il est, entre 2007 et 2009, directeur des Affaires économiques et financières au Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Wolfgang MUNCHAU

Etudes d'économie (Reutlingen), de mathématiques (Hagen), et de journalisme international (City University, Londres). Wolfgang Münchau est co-directeur éditorial et chroniqueur économique européen du Financial Times et co-fondateur et président d'Eurointelligence.com. Ce site propose quotidiennement des commentaires et des analyses sur la zone euro, destinés aux investisseurs, aux universitaires et aux décideurs politiques. Membre fondateur du Financial Times Deutschland, il fut rédacteur en chef adjoint de 1999 à 2001 et

directeur éditorial de 2001 à 2003. Auparavant, il était correspondant du Financial Times et du Times à Washington, Bruxelles et Francfort.

Michel SAPIN

Issu de la promotion Voltaire de l'ENA, Michel Sapin a été Ministre délégué auprès du Garde des sceaux de 1991 à 1992 dans le gouvernement d'Edith Cresson puis Ministre de l'Economie et des finances dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy puis Ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat de 2000 à 2002 dans le gouvernement de Lionel Jospin. Il fut président du Conseil régional du Centre de 1998 à 2000 et de 2004 à 2007. Il démissionna de cette fonction pour respecter le non-cumul des mandats. Il est actuellement député de l'Indre et maire d'Argenton-sur-Creuse. Il est l'auteur d'une loi dite « loi Sapin » de janvier 1993 luttant contre la corruption.

Carsten SCHNEIDER

Député au Bundestag, porte-parole du groupe parlementaire du SPD pour les questions budgétaires. Membre de la commission du budget. BTS banque, employé de banque à la Sparkasse Erfurt (1998), adhésion aux jeunes socialistes (1994), adhésion au SPD (1995), président adjoint du SPD en Thuringe (1996-1999), conseiller municipal de Erfurt (2004-2005), député au Bundestag depuis 1998, porte-parole pour les questions budgétaires du groupe parlementaire du SPD, porte-parole du groupe SPD de Thuringe.

Laurence TUBIANA

Spécialiste des sujets de développement, d'environnement et des questions internationales, Laurence Tubiana est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sciences économiques. Fondatrice de l'Institut du développement durable et des relations Internationales (Iddri) à Paris, et directrice de la chaire Développement durable de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. De 1997 à 2002, Laurence Tubiana a été chargée de mission sur les questions d'environnement mondial et conseillère pour l'environnement auprès du Premier

L'Europe dans la gouvernance mondiale : quel avenir ?

ministre Lionel Jospin. Elle est Fondatrice de la revue *Courrier de la planète*.

◆ EUROPARTENAIRES ◆

Lieu de réflexion et d'échange, **Europartenaïres** soutient un projet de société propre à redonner du sens à la construction européenne et à redéfinir les rôles et les responsabilités des acteurs sociaux ou politiques. Face à la mondialisation, Europartenaïres défend le modèle d'une Europe forte, capable de développer et de promouvoir une action collective qui assure volontarisme politique et participation citoyenne, dynamisme économique et intérêt général, concurrence et solidarité, une Europe qui pèse davantage encore dans le destin collectif de la planète.

Pour faire avancer l'Europe, Europartenaïres rassemble et mobilise des Européens convaincus et des responsables du monde politique, économique, social et culturel, dans un esprit pluraliste et ouvert à toutes les sensibilités. L'association organise des débats publics et publie des documents de réflexion sur tous les aspects de l'intégration européenne.

Fondée en 1994 par Elisabeth Guigou, l'association Europartenaïres est aujourd'hui co-présidée par Elisabeth Guigou et Jean-Noël Jeanneney.

Europartenaïres

44 rue de la Clef, 75005 Paris

Tél. : 01 40 51 05 04 – Fax : 01 40 51 08 87

e-mail : europe@europartenaïres.net

Contact : eszter.patay@europartenaïres.net

Internet : <http://www.europartenaïres.net>

◆ FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG ◆

La Friedrich-Ebert-Stiftung a été créée en 1925, selon les dernières volontés politiques de Friedrich Ebert, premier président allemand élu démocratiquement. Son expérience personnelle l'a conduit à proposer la création d'une fondation dans le but de promouvoir la formation politique, de faciliter l'accès aux études supérieures et à la recherche aux jeunes et de contribuer à l'entente et à la coopération internationales. Interdite par les nazis en 1933 et rétablie en 1947, la Friedrich-Ebert-Stiftung est aujourd'hui la plus grande fondation politique d'Allemagne.

Elle poursuit ses objectifs d'origine et souscrit aux idées et aux valeurs fondamentales de la démocratie sociale.

La Friedrich-Ebert-Stiftung est installée en France depuis 1984. Son bureau de représentation est dirigé par Peter Gey. Entre autres, il organise, en collaboration avec des institutions politiques, scientifiques et publiques, des rencontres franco-allemandes, des colloques européens et des journées de réflexion. Ces activités répondent aux défis de l'intégration européenne et ont pour finalité d'élaborer et de discuter des sujets qui se posent au sein de l'Union européenne.

Friedrich-Ebert-Stiftung

41 bis boulevard La Tour-Maubourg, 75007 Paris

Tél. : 01 45 55 09 96 – Fax : 01 45 55 85 62

e-mail : fes@fesparis.org

Internet : <http://www.fesparis.org>

Co-directeurs de la publication : **Elisabeth Guigou, Peter Gey, Jean-Noël Jeanneney**

Directeur de la publication : **Fabien Menant**

Conception et coordination : **Eszter Patay**

Remerciements à : **Ute Haug** (FES), **Joël Cauvin**, et particulièrement à **Michèle Thomas** pour son aide précieuse dans la rédaction de ces actes (Europartenaires)